

Libération FORUM LIVE



QUELLE FRANCE SOLIDAIRE DEMAIN

Télétravail, écologie, santé, numérique, alimentation... Quelles sont les fractures de nos sociétés et comment y mettre fin?



SOLUTIONS SOLIDAIRES

CRISE SANITAIRE L'HEURE DE RÉGLER LES FRACTURES

La France est fatiguée. Fatigue physique, fatigue démocratique, fatigue morale, fatigue éthique... C'est la conclusion du comité de douze experts en sciences sociales constitué par la CFDT et la Fondation Jean-Jaurès pour éclairer les conséquences de la crise pandémique. Et quand la société est fatiguée, le corps social lâche et des fractures apparaissent. Le grand corps malade de la nation voit apparaître des fissures entre chacune de ses composantes : jeunes et vieux, riches et pauvres, bien nourris et condamnés à la malbouffe, urbains et ruraux, et, nouveauté, pro et antivaccin. Les cinq plus grandes fortunes de France gagnent autant que 40% de la population, selon Oxfam, tandis que les inégalités sociales se sont aggravées pour les personnes déjà en situation de précarité, comme le souligne l'Observatoire des inégalités.

«MODE DE COHABITATION»

La crise sanitaire a accentué les vieilles fractures et en a fait émerger de nouvelles. Ainsi, pour le sociologue François Dubet, nous sommes passés de conflits opposant des populations plutôt homogènes (ouvriers contre bourgeois, gauche contre droite) à des revendications individuelles : «*Désormais, les clivages ont explosé et nous vivons dans un régime d'inégalités multiples. Les protestations et les mouvements sociaux se sont multipliés au fur et à mesure que se sont singularisées les expériences des injustices. Parce que les inégalités sont de plus en plus individuelles, elles sont vécues comme des manifestations du mépris, du fait d'être invisible ou trop visible, de n'être jamais reconnu et entendu.*» Les gilets jaunes réclamaient une baisse du prix des carburants mais aussi une reconnaissance de leur mal-être. La fracture entre générations s'est coagulée autour du dérèglement climatique, les jeunes «*écowarriors*» accusant les boomers d'avoir épuisé les ressources naturelles. Les confinements ont aggravé ce fossé, les plus âgés reprochant à une jeunesse

Sociaux, générationnels, idéologiques... Les fossés se sont creusés pendant l'épidémie. Les Journées Solutions solidaires des 8 et 9 février seront un espace d'échange d'idées et d'expériences pour tenter d'y remédier.

Par
PATRICK CAPPELLI
Illustration **XAVIER LISSILLOUR**

perçue comme insouciant un comportement incivique (pas de masques, des fêtes sauvages). «*Si l'on n'y prend pas garde, alerte Judith Rochfeld, professeure de droit à la Sorbonne, c'est une fracture générationnelle qui pourrait s'installer dans nos sociétés et les miner, au même titre que la fracture sociale. Elle oppose les aînés – qui ont pu profiter de conditions de vie favorables et inchangées – à tous ceux qui vont subir les changements de long terme, vont devoir trouver un nouveau mode de cohabitation avec les milieux et modifier profondément leurs conditions d'existence.*» La fracture entre provaccin et antivax née de la crise sanitaire oppose, souvent avec violence, col-

lèges, amis, membres du cercle familial, et elle débouche parfois sur des ruptures nettes. Pour Pascal Marchand, sociologue à l'Université de Toulouse interrogé par France 3 Occitanie, les antivax n'ont en commun qu'une seule chose, le sentiment d'avoir été privés de liberté : «*C'est la théorie de la "réactance" qui nous pousse à mettre en œuvre des ressources intellectuelles et une énergie considérable pour recouvrer cette liberté.*»

PORTE DE SORTIE

Ces fractures sont celles d'un pays qui a profondément changé depuis la fin des Trente Glorieuses, comme le montrent Jérôme Fourquet, directeur du département Opinion de l'Ifof, et Jean-Laurent Cassely, journaliste et essayiste spécialiste des modes de vie et des questions territoriales, dans leur essai *La France sous nos yeux. Économie, paysages, nouveaux modes de vie*. Ce livre a inspiré les organisateurs des quatrième Journées Solutions solidaires des 8 et 9 février, dont le thème est «*Quelle France solidaire demain ? Traits, portraits et solutions.*» Durant deux jours (voir le programme, page VIII), acteurs locaux, responsables politiques, journalistes, intellectuels et militants associatifs vont échanger leurs idées et confronter leurs expériences sur le rapport à la santé, à l'alimentation, au télétravail, à l'entreprise ou à l'écologie. «*La précédente édition était consacrée à ce qui se passe en période de pandémie. Cette année, nous pensons que nous sommes proches d'une porte de sortie. L'idée est de se poser la question des fractures, réelles ou supposées, qui peuvent exister dans le pays consécutivement à cette épidémie. La crise a-t-elle été un révélateur de fractures émergentes ? Comment inventer des solidarités nouvelles face à ces lignes de tension inédites ?*» s'interroge Jean-Luc Gleyze, président du conseil départemental de la Gironde et initiateur de ces journées. Une question cruciale à laquelle les candidats à la magistrature suprême feraient bien d'apporter des réponses. ◀



Climat, inégalités... Tracas de conscience

Sondage Selon le dernier baromètre des Solutions solidaires de l'Ifof, la crise sanitaire préoccupe moins les sondés, et le sujet des inégalités revient en force.

Quels sont les changements qui tourmentent le plus les Français ? Sans surprise, le réchauffement climatique est leur plus grande source d'inquiétude. 43% des sondés le citent comme l'une de leurs deux préoccupations principales dans le baromètre des Solutions solidaires réalisé par l'Ifof. Un résultat similaire à celui de la précédente étude sur le sujet, qui date de décembre 2020. En revanche, les nouvelles questions sanitaires et de santé semblent moins présentes dans les esprits : 29% seulement des Français les mentionnent, contre 44% il y a deux ans. «*La pandémie est moins sur le devant de la scène et cela permet à d'autres sujets de s'imposer, à commencer par les écarts de revenu*», commente Paul Cébille, chargé d'études au pôle politique-actualité de l'Ifof.

A la croisée des enjeux écologiques et économiques, la question de l'alimentation ressort comme l'un des soucis majeurs des Français. Pour 26% des sondés, l'accès à une alimentation suffisante et de qualité est perçu comme le changement le plus susceptible de créer des inégalités, et la garantie pour tous d'avoir des produits de qualité dans son assiette apparaît comme l'une des solutions les plus à même d'aider les gens dans leur vie quotidienne. Conséquence directe de la crise sanitaire, les nouvelles exigences de santé (vaccination, complémentaires santé, téléconsultation) sont perçues comme un important facteur d'inégalité, devant la généralisation de l'outil numérique.

Protégés. Sur quels aspects de leur vie les Français auraient-ils besoin d'être davantage protégés ? La maladie, la délinquance et les incivilités ainsi que le risque de pauvreté sont en tête des réponses. A noter, l'angoisse grandissante concernant

«**Les répondants sont nombreux à déclarer qu'ils comptent sur eux-mêmes pour se protéger. C'est aussi le signe d'une prise de conscience des défaillances de l'Etat.**»

Paul Cébille de l'Ifof

le risque de vivre dans un territoire oublié des services publics et peu dynamique : 13% des sondés retiennent cet item, contre 9% en décembre 2020. Pour les habitants de communes rurales, cette menace est perçue comme plus grande encore que celle du chômage. C'est de l'Etat que les Français attendent le plus de protection supplémentaire (51%), mais aussi des collectivités locales (15%) et... d'eux-mêmes (14% des réponses, soit 6 points de plus qu'en 2020). «*Les répondants dénoncent l'individualisme, cité dans cette étude comme l'un des principaux freins à l'engagement solidaire mais ils expriment ce type d'état d'esprit puisqu'ils sont nombreux à déclarer qu'ils comptent sur eux-mêmes pour se protéger*, souligne Paul Cébille. C'est aussi le signe d'une prise de conscience des défaillances de l'Etat.

Infuser. Parmi les mesures susceptibles de garantir une protection, la création d'un revenu de base minimum versé à tout le monde convainc : elle arrive en tête des solutions retenues par les sondés devant les aides supplémentaires pour le maintien à domicile des personnes âgées. Cette piste séduit majoritairement les plus de 35 ans. Depuis la campagne de Benoît Hamon à la dernière présidentielle, l'idée a eu le temps d'infuser dans les esprits. Comment permettre aux citoyens de s'engager davantage ? Deux pistes sont largement plébiscitées : une compensation financière (27% des réponses) et une reconnaissance officielle de cet engagement (26%). Interrogés sur les valeurs les plus importantes à leurs yeux, les Français citent la liberté, la solidarité et l'autonomie. La bienveillance (+6 points, citée en quatrième position) et la fraternité (+5 points, en huitième position) sont davantage plébiscitées qu'en 2020.

Pour aller vers une égalité plus forte, 41% des Français privilégieraient en premier lieu un investissement fort et important dans l'école et la formation, 33% se disent en faveur d'une répartition plus juste et équitable des salaires et des revenus dans les entreprises et 26% croient en une redistribution plus équitable des revenus grâce à la fiscalité. 58% des sondés adhèrent à l'idée selon laquelle il faut assurer une égalité tout au long de la vie, en corrigeant les inégalités les plus importantes à tous les âges. «*C'est 4 points de plus qu'en 2020*, remarque Paul Cébille. Politiquement, il y a une fracture sur ce sujet puisque parmi les sondés ce sont surtout les sympathisants de La République en marche qui estiment qu'offrir l'égalité des chances au départ peut suffire. Les autres, à droite comme à gauche, pensent qu'il faut avoir un souci constant de corriger les inégalités. Il n'est pas impossible que cette question soit l'un des marqueurs de la prochaine présidentielle.

VIRGINIE DE ROCQUIGNY

SOLUTIONS SOLIDAIRES

Par
DIDIER ARNAUD

De l'Aisne au Gard, du Lot-et-Garonne à la Nièvre, tourné vers les scolaires ou vers les plus âgés, le pays regorge de projets destinés à faciliter la vie, à prévenir les risques ou à penser les enjeux de demain... Tour d'horizon de ces initiatives où, tous les jours, le citoyen est essentiel.

UN PROGRAMME POUR PRÉVENIR LES CONDUITES À RISQUE

Le projet «Primavera» («printemps» en espagnol), déployé depuis trois ans dans quatre écoles et collèges de l'Aisne auprès d'élèves entre le CMI et la cinquième, a pour vocation de travailler sur les conduites addictives à risque. Il va essaimer à La Réunion et en Guyane, et existe déjà en Bourgogne-Franche-Comté et en Ile-de-France. «On apprend aux enfants à se positionner par rapport aux influences, aux prises de risque, afin qu'ils soient en capacité de se protéger et de préserver leur santé physique et sociale», ex-

plique Isabelle Sedano, directrice d'un centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) dans l'Aisne. Les intervenants abordent des produits comme le tabac, l'alcool ou le cannabis. «Nous travaillons sur les attitudes, le plaisir et les risques associés, pour leur permettre de choisir ce qui les protège le mieux. Cela se passe au moment où ils veulent faire partie d'un groupe. Il peut y avoir des prises de risque, comme avec les "cap ou pas cap" ou avec le "jeu du foulard". On démonte avec eux tous ces éléments-là, on leur apprend à savoir comment dire non. Quand on est pré-adolescent, c'est parfois difficile de dire non.»

Le programme associe parents délégués, infirmières et personnels des établissements. Outre l'amélioration du climat scolaire, ce travail permet d'identifier les émotions et d'apprendre à les gérer. «Ce qu'il faut comprendre, c'est comment on entre dans la consommation et quels préjudices cela implique en terme de santé et de budget, poursuit Isabelle Sedano. On a également une réflexion sur les écrans qui peuvent

être source de problèmes, comme le harcèlement... C'est une question très taboue. Souvent les parents disent : "Si on en parle, cela va leur donner envie." On essaie aussi de combattre les clichés, qui peuvent stigmatiser : "Un homme qui va boire une bière, il a soif, une femme qui fait la même chose, c'est une poivrote"...» Une évaluation réalisée en 2020 avec l'Institut national de la santé et de la recherche médicale et l'Observatoire des drogues et toxicomanie a démontré des résultats probants : les adolescents qui en ont bénéficié consommaient moins d'alcool et de tabac que les autres.

DES AIDANTS POUR S'EMPARER DU NUMÉRIQUE

«Inclusion sous-entend qu'il y a exclusion.» Vice-présidente chargée des questions sociales au conseil départemental de Lot-et-Garonne, Christine Gonzato-Roques porte aussi la casquette d'adjointe de la commune de Monflanquin. Comme ses concitoyens, elle fait face depuis quelques années à une obligation de dématérialisation : toutes les

démarches administratives se font via Internet. «Nous sommes des ruraux assez vieillissants, explique la conseillère. Nous sommes confrontés à deux problèmes : les gens ne connaissent pas les usages et sont souvent paralysés face à l'outil informatique ; et le territoire est très mal équipé en termes de réseau. Télécharger un dossier quand vous habitez Monflanquin peut prendre un quart d'heure!»

Pour y remédier, l'association deClic47 s'est associée à 14 acteurs, publics et parapublics. Ensemble, ils animent les «jeudis de l'inclusion», organisent des «webinaires» destinés aux aidants numériques, secrétaires de mairie ou bénévoles venus à la rescousse. «Cela a hyper bien fonctionné depuis deux ans. On va l'ouvrir sans doute à l'ensemble de la population», se réjouit Christine Gonzato-Roques. Ce à quoi s'ajoute l'embauche de 40 conseillers numériques sur l'ensemble du département. Mais reste à assurer la pérennité des financements, autour de 300 000 euros. «L'esprit de la chose, dit joliment la conseillère départementale, c'est que les gens accèdent à cet outil. L'entraide se fait entre celui qui sait et celui qui sait moins... On s'organise avec des associations de récupération de matériel pour remettre en état des ordinateurs achetés moins cher. On fait des lieux collectifs où les ordinateurs sont à disposition. C'est une question d'accès aux droits.»

UN LABO POUR MANGER LOCAL ET DE QUALITÉ

C'est un laboratoire au service de l'Économie sociale et solidaire (ESS) qui travaille notamment sur la thématique de l'alimentation. Un think tank qui réalise, entre autres, des études sur la précarité alimentaire. L'objectif consiste à aller voir ce qui se fait dans les territoires. Avec une question simple : comment cette question de la précarité se pose-t-elle aujourd'hui? Le principal levier d'action pour lutter contre la précarité consiste à distribuer de l'aide alimentaire. Une démarche nécessaire pour répondre à un besoin d'urgence. Mais, faute de s'attaquer aux causes, pas suffisante. Comment dès lors agir? De quelle façon traiter la question du revenu, comment penser une offre de qualité sur le territoire tout en évitant le gaspillage alimentaire? La solution : développer des initiatives au plus près des habitants, «afin qu'ils deviennent acteurs de leur alimentation et contribuent au service qui leur est donné», explique Florian Laboulais, chargé de mission au Labo de l'ESS et auteur d'une étude sur la précarité alimentaire. Comment les politiques publiques soutiennent-elles ces initiatives, qui visent à former et informer sur les enjeux, notamment par le biais

de la restauration collective? Elles se doivent d'investir l'agriculture urbaine, aider les productions locales. «Il faut installer une gouvernance de l'alimentation de qualité à l'échelle nationale», poursuit Florian Laboulais. Les actions interministérielles, les réseaux Vrac ou Cocagne, le Secours catholique et, à l'échelle locale, les projets alimentaires territoriaux comme l'achat de denrées en commun peuvent y contribuer. «Tout cela produit un système qui permet aux gens d'avoir accès à une alimentation issue de circuit court et de qualité.»

UN CONSEIL DE CITOYENS POUR PENSER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Comment mettre en avant la transition écologique? Dans le département de la Nièvre, le conseil départemental des citoyens en transition (CDCT), mis en place en février 2019, regroupe acteurs du territoire, associations et entreprises faisant preuve d'une conscience écologique. Au bout d'un an de visites sur le terrain, ce conseil a proposé d'ou-

vrir l'opération à des citoyens volontaires. «On les a fait travailler sur l'adaptation au changement climatique», note Blandine Delaporte, vice-présidente du département de la Nièvre. Des sujets aussi différents que l'alimentation, la gestion de l'eau, la biodiversité, mais aussi de gros aménagements comme celui d'un pont sur la Loire ont été discutés. Ils nous donnent leur avis sur ce qu'ils voudraient voir être mis en place. Pour l'alimentation, on a par exemple parlé de maraîchage et de l'idée d'installer une conserverie de légumes pour les proposer à la restauration collective et aux collègues du département.»

L'essentiel était bien de prendre en compte les préconisations de citoyens volontaires. Pour certains sujets comme le partage de l'eau et les conflits autour de son usage, le département n'étant pas le seul acteur impliqué, les agences de l'eau ou la chambre d'agriculture ont participé - le département endossant alors le rôle d'animateur. Aujourd'hui, le CDCT compte une cinquantaine de personnes, citoyens et

personnalités qualifiées, «présents et enthousiastes, dont le rôle est essentiel pour faire avancer la transition écologique», conclut Blandine Delaporte.

UN CAMION POUR FAIRE BOUGER LES EPAHD

C'est un camion qui roule vers les autres. Il s'appelle «Paquita». Un Peugeot J9 de 1988, qui démarre bien, mais avance sans direction assistée... L'idée a germé en 2019 dans le cadre d'une «expérimentation pour transformer les établissements et améliorer le bien-être, par exemple en aménageant des espaces pour accueillir des gens de l'extérieur», explique Anne Mensuelle-Ferrari, directrice du pôle gérontologique de la Croix-Rouge de Nîmes (1), qui a travaillé sur le projet avec la designeuse-chercheuse Marine Royer et le sociologue François Huguet. Retapé, le camion tente de créer des ponts entre les Ehpad et la ville. «On va vers la cité pour donner de la visibilité à notre projet», explique Lola de la Hosserraye, coordinatrice

du projet tiers lieu du pôle, dont le modèle économique mixe subvention, génération de revenus, appels aux dons... «On peut se rendre sur des événements comme la fête des quartiers, poursuit-elle. C'est un espace d'échange et de convivialité. On peut parler de thématiques comme "qu'est-ce qu'être vieux" et "comment vivre l'isolement". On peut entrer dans chacun des Ehpad, mettre en place une programmation avec des habitants et des artistes. Il nous faut penser ces établissements dans une autre dimension, et un autre rôle.» Grâce au camion Paquita, des passionnés peuvent proposer des animations. Cela peut, selon la coordinatrice, changer la «posture d'un lieu», faire participer les personnes âgées à la cuisine, au jardinage, à un atelier couture-café, à la création d'un livre de recettes, ou plus largement à la vie d'un territoire : «Il s'agit de transmettre, pas seulement de recevoir, donc de valoriser les capacités des personnes âgées, mais aussi de proposer aux aidants du bien-être, un jardin partagé où les écoles viennent.»

UNE LOUPE POUR MIEUX CONSIDÉRER LE TÉLÉTRAVAIL

Comment et dans quelles conditions se réalise le télétravail? Sarah Proust, consultante et experte associée à la Fondation Jean-Jaurès, a mené l'an dernier une enquête auprès d'une soixantaine de salariés. Une étude qui devrait intéresser les 18 millions de personnes concernées en France. Premier constat : il a été source d'accélération des inégalités, les conditions de sa pratique étant très différentes selon la taille du logement et si la famille est ou non présente. Le genre aussi est essentiel. Pour beaucoup de femmes, le bureau a été un lieu d'émancipation, or, note la consultante, «il y a un risque que les femmes qui télétravaillent chez elles puissent également retourner aux tâches domestiques». On s'aperçoit ainsi, en filigrane, que le bureau assure finalement une forme relative d'égalité entre hommes et femmes, et que le sujet est plus difficile à régler dès lors que l'employeur est éloigné de son salarié.

L'autre point mis en avant par l'étude concerne ces salariés qui deviennent «invisibles», avec la «délocalisation» qui provoque de facto un éloignement. «Venir au bureau, explique Sarah Proust, c'est rendre sa tâche visible, exister au regard des autres, fabriquer un lien de causalité entre le fait d'être vu et celui d'exister. Appeler chacun des collaborateurs ne suffit pas, il nous faut reconsidérer la contribution au travail collectif. C'est un sujet qui se trouve devant nous.»

Enfin, l'enquête dévoile cet effacement des frontières qui fait qu'on est différents à la maison et sur son lieu de travail. «On reste une personne unique mais en se rendant chaque jour au bureau, on peut laisser des choses derrière soi. Si on fusionne les lieux, il y a une perte d'étanchéité qui, finalement, appauvrit les êtres et les relations», conclut la consultante. ◆

(1) Le pôle regroupe deux Ehpad, un service de soins infirmiers à domicile, un accueil de jour et une équipe spécialisée Alzheimer, ainsi qu'un tiers lieu.

LES PETITS SOLDATS DU LIEN SOCIAL

Citoyenneté. Numérique, grand âge, alimentation... Focus sur six initiatives publiques et parapubliques qui, à travers la France, font avancer l'entraide et le vivre-ensemble mais aussi bouger les territoires.



XAVIER LÉSELLOUR

SOLUTIONS SOLIDAIRES

L'immigration, terreau des peurs

Catherine Wihtol de Wenden directrice de recherche émérite au CNRS, enseignante à l'Institut de Sciences politiques

Le thème des migrations est, depuis trente ans, porteur de nombreux termes pour définir son impact sur les sociétés d'accueil : «défi, chance, risques, menace»... Entraînant avec lui nombre de peurs liées à l'invasion démographique, avec souvent l'usage d'un vocabulaire marin («vague, flux, déferlante»). Une insécurité liée à l'image des banlieues dites «ensauvagées» par des jeunes manifestant des formes diverses de «séparatisme», mais aussi au terrorisme qui a sévi en France. Au final, un défi culturel du fait de la visibilité de l'islam, générant la crainte du «grand remplacement». Le thème lui-même crée une fracture au sein de la droite («des droites», comme l'analysait déjà l'historien René Rémond) car il distingue la droite classique de l'extrême droite. Tandis que Marine Le Pen cherche à séduire les «pauvres blancs», les oubliés de la société désindustrialisée, Eric Zemmour s'attache à déterrer des vieux thèmes de l'extrême droite diffusés dans des cercles restreints depuis la Seconde Guerre mondiale : influence maurrassienne, à laquelle s'ajoute les théories du déclinisme (Oswald Spengler, Albert Demangeon dans l'entre-deux-guerres) et de la mort de l'Occident, de la culture européenne et chrétienne, les idées de Vichy (antisémitisme), de l'OAS (racisme anti-musulman et anti-maghrébins), du nativisme à l'américaine (ceux qui sont «de souche» par rapport à ceux qui ne le seraient pas), et enfin des handicapés qu'il faudrait soi-disant traiter à part. Bref, tout ce qu'il était dangereux d'affirmer depuis les lendemains de la Seconde Guerre mondiale. Pourtant, le «grand remplacement» n'est ni démographique (les immigrés représentent 10 % de la population française depuis le dernier recensement publié en 2022) ni culturel (la concentration des immigrés et de leurs

enfants est surtout un phénomène des mégapoles urbaines) et les seuls pays où il s'est produit sont les Etats-Unis, le Canada, l'Amérique du Sud et l'Australie il y a déjà longtemps... du fait de l'extermination des populations autochtones. Nous ne sommes donc pas face à un risque de Grenade à l'envers (en référence à la prise du royaume arabe de Grenade par la reine Isabelle de Castille, au milieu du XV^e siècle). Rappelons que cette fracture du «grand remplacement» est largement construite, car l'immigration n'est que la quatrième pré-occupation des Français, d'après les derniers sondages, derrière le pouvoir d'achat, la santé et l'environnement. Autre fracture : la religion, dans sa pratique modérée ou extrémiste. Chez les catholiques, comme chez les juifs et les musulmans, l'intégrisme religieux fait figure de corpus idéologique «attrape tout». Notons par exemple les antivax, largement récupérés par l'extrême droite au nom de la liberté, alors que celle-ci continue à militer contre l'avortement et les droits des LGBT+. Une autre fracture existe chez les catholiques entre ceux qui approuvent les positions du pape François sur l'accueil des migrants (*fratelli*

tutti) et ses nombreux messages envoyés de Lampedusa ou de Chypre pour exhorter les chrétiens à l'hospitalité et ceux qui, soucieux de ne rien changer à l'ordre établi, abondent dans le repli et dans une politique plus sécuritaire sur le contrôle des frontières, comme si les morts en Méditerranée, les jungles successives de Calais ou le sort de mineurs isolés dormant dans la rue, arrivés de zones de conflits difficiles à imaginer, ne les émouvaient en rien. Enfin, l'Europe et la mondialisation face au nationalisme divisent aussi la société française entre ceux qui croient que «c'était mieux avant» et que «le monde comme il va» (comme disait Voltaire) ne peut apporter que des horizons incertains. Selon eux, avec la mondialisation s'annonce le multiculturalisme, voire le communautarisme, les métissages, les pertes de souveraineté. Les symboles de l'Etat nation s'effondrent à leurs yeux dans un monde où les repères d'autrefois s'estompent et les «valeurs» (lesquelles ? Liberté, égalité, fraternité : on peut en douter) iraient ainsi à leur perte. Ces trois peurs illustrent quelques-unes des fractures qui agitent la société française à partir du prisme migratoire. ◀



XAVIER LUSSILLOUR

Des classes aux individus, quelle solidarité ?

François Dubet Sociologue, professeur émérite de l'Université de Bordeaux

Certaines inégalités s'accroissent, d'autres stagnent, certaines se réduisent. Tout dépend de quelles inégalités et de qui on parle. Tant que nous vivions dans des sociétés industrielles se percevant comme nationale-homogènes, les inégalités étaient perçues et vécues comme des inégalités de classes. Les classes sociales agrégeaient de multiples inégalités autour du travail, elles engendraient une conscience collective, des cultures de classes ; et, plus encore, dé-

bouchaient sur un mode de représentation politique opposant les gauches et les droites. Dans le régime des classes sociales, la solidarité était, pour l'essentiel, construite sur le travail, et la justice sociale visait à «rendre» aux travailleurs une part de la richesse qu'ils avaient produite en réduisant les inégalités entre les positions sociales. C'est ce qu'on appelait le progrès social. Désormais, les clivages ont explosé et nous vivons dans un régime d'inégalités multiples. Les protestations et les mouvements sociaux se sont multipliés au fur et à mesure que se sont singularisées les expériences des injustices. Parce que les inégalités sont de plus en plus individuelles, elles sont vécues comme des ma-

nifestations du mépris, du fait d'être invisible ou trop visible, de n'être jamais reconnu et entendu. Ce basculement est d'autant plus net que le modèle de l'égalité des chances s'est imposé comme notre idéal commun. Dans ce cadre, la justice sociale consiste moins à réduire les inégalités entre les positions sociales qu'elle ne vise à permettre à chacun d'atteindre toutes les positions sociales, aussi inégales soient-elles, en fonction de son mérite. Quelle que soit la manière dont on s'en saisisse, l'égalité des chances appelle une société équitable bien plus qu'une société solidaire. La transformation du régime des inégalités est si profonde qu'elle a déstabilisé leur représentation sociale et politique. Les vieilles

gauches et les vieilles droites ne s'en remettent pas. Les conflits culturels recourent les conflits sociaux. Le niveau de diplôme détermine le vote plus sûrement que la seule activité professionnelle. Les électeurs populaires basculent vers l'abstention et l'extrême droite pendant que les électeurs libéraux, socio-démocrates et verts mobilisent les classes moyennes qualifiées. Là où se coagulaient des électeurs de classes, se déploie ce que, faute de mieux, on qualifie de «populismes». Les appels les plus fermes à la solidarité sont de nature exclusive : il faut être solidaire contre ceux qui ne méritent plus de bénéficier de la solidarité ; contre les autres, les «assistés», les éli-

tes, l'Europe... La gauche est désarmée et apparaît comme une gauche morale, plus ouverte aux questions culturelles qu'aux questions sociales. Si on pense que la solidarité consiste à accepter de faire des sacrifices pour celles et ceux dont on se sent «fraternels» tout en ne les connaissant pas, la construction d'un imaginaire et de mécanismes de solidarité appelle des chantiers débordant largement le rythme des agendas électoraux. A terme, comment développer des politiques écologiques si nous ne nous sentons pas assez solidaires pour accepter les sacrifices qu'elles appellent ? Alors que la France a des taux de prélèvement et des taux de redistribution bien plus élevés que dans les pays comparables, la défiance y est la règle. Aussi, il conviendrait d'améliorer la lisibilité des systèmes de prélèvements et de transferts sociaux,

si obscurs et complexes que chacun se sent lésé et maltraité. Le deuxième chantier concerne l'exigence de reconnaissance associée à la singularité des injustices. Or, sauf à être une simple tolérance, la reconnaissance des singularités et des identités exige de savoir ce nous avons de commun. En abandonnant ce thème aux nationalistes et aux xénophobes, la gauche ferait une faute morale et une erreur politique. Enfin, la reconstruction d'une représentation politique des inégalités exige de revoir la Constitution et de multiplier la démocratie, les formes de participation et de consultation. Alors que les droites ne cessent d'en appeler à un passé imaginaire, les gauches devraient sortir de l'idée d'une crise indéfinie des sociétés industrielles et de la volupté des indignations afin de regarder le monde tel qu'il est pour tenter de le transformer. ◀

Le monde n'est pas sûr

Saskia Sassen sociologue et économiste, spécialiste de la mondialisation

Les fractures existent depuis longtemps. Et ne sont pas forcément néfastes. Sans elles, nous serions pour la plupart coincés, prisonniers de routines sans fin. Mais les fractures peuvent aussi être catastrophiques, surtout si c'est nous, les humains, qui les provoquons en remodelant une série de secteurs, détruisant des écosystèmes, empoisonnant des plans d'eau, éliminant les moyens de subsistance de nombreux animaux, etc.

Il y a une sorte de vérité ancrée dans tout cela : notre monde n'est pas nécessairement une zone sûre... Il peut varier énormément, passer de doux à brutal. Et nous n'avons pas la capacité de comprendre comment tout cela finira. On observe une discussion émergente, ou peut-être une sorte de «ruminant» (oui, comme pour les vaches et autres ruminants), qui nous conduit à envisager la possibilité de destructions sérieuses, d'une ampleur que nous n'avons jamais connue. Oui, il y a déjà eu des destructions importantes (guerre, famines, épidémies) à travers les époques, mais, à l'exception des conflits modernes du XX^e siècle, elles étaient sou-

Repenser le débat collectif

Judith Rochfeld professeure de droit, école de droit de la Sorbonne, Université Paris-I

Dans le monde, des citoyens semblent être entrés en contestation contre leur gouvernement au sujet des politiques environnementales à adopter pour affronter la crise écologique. Lorsque l'on évoque une mobilisation citoyenne, on pense en France aux manifestations de rue, telles celles des gilets jaunes. Mais c'est en occultant bien d'autres, qui ne s'expriment pas autour de ronds-points mais devant des tribunaux. On ne compte plus les procès dits «climatiques», menés contre des Etats ou la centaine de «Carbon Majors», les entreprises pétrolières et cimentières. Au-delà des ONG, traditionnels acteurs de ces contentieux, beaucoup d'individus se coalisent. En leur sein, des jeunes s'activent, hurlant au danger de l'immobilisme et des politiques «court-termistes». Si l'on n'y prend pas garde, une fracture générationnelle pourrait s'installer dans nos sociétés et les miner, au même titre que celle sociale. Elle oppose les aînés – qui ont pu profiter de conditions de vie favorables et inchangées – à tous ceux qui vont subir les changements de long terme. Evidemment, il est simpliste de rendre homogène une génération, les «jeunes». Parmi eux, d'aucuns ne sont pas plus regardants que les plus vieux. D'autres ont déjà à lutter pour leur «fin de mois» plutôt que pour la «fin du monde» (selon la fausse opposition bien connue) : à la première fracture s'ajoute celle sociale qui diviserait ceux qui peuvent arbitrer entre une con-

sommation carbonée et une autre plus responsable (en réalité l'empreinte carbone des plus riches est bien plus importante que celle des plus pauvres et tout est plus complexe). Surtout, ces actions et fractures révèlent une relation défailante à l'exercice du pouvoir : alors que nous avons à affronter et à planifier une transition inédite dans son ampleur et ses conséquences de long terme, tout se passe comme si les débats cruciaux étaient en partie transférés devant les tribunaux. Comment en est-on arrivé là ? Les actions judiciaires ont toujours fait partie de l'arsenal de la contestation des politiques en place (par exemple en faveur des droits civiques aux Etats-Unis). Cependant, celles d'aujourd'hui composent des symptômes non seulement d'une crise de confiance envers l'action publique et privée dans des domaines vitaux, mais aussi de défailance des lieux de débats, d'intégration et de représentation des citoyens. Or, nous n'atteindrons pas ces évolutions sans embarquer tout le monde dans le train des changements radicaux qu'elles appellent. Cette fracture est donc celle d'une participation ratée aux choix majeurs de transition, sur fond de rattrapage devant des tribunaux dont ce n'est pas exactement le rôle. La Convention citoyenne avait ouvert une autre voie, réunissant 150 personnes tirées au sort pour déterminer, avec l'aide d'experts, lors d'une délibération organisée, les mesures à adopter pour réduire les émissions de 40 % d'ici à 2030. Mal enserées dans les pouvoirs en place, ses propositions ont été détricotées malgré une promesse présidentielle inverse mais intenable... Il faudra repenser cette délibération collective si l'on veut affronter notre futur sans se fracturer. ◀

vent limitées dans leurs effets et leurs étendues, étant donné les petites tailles des populations et l'espérance de vie plus courte. Aujourd'hui, nous avons des concentrations massives de personnes qui engendrent leurs propres contraintes et limites et, malheureusement, aboutissent à l'élimination des plantes, des arbres, des animaux et, in fine, des humains. Ces nouvelles fractures peuvent être marquées par des violences et des ruptures, ou par des survivances et des évolutions plus protectrices. Notre période actuelle, au regard des dernières centaines d'années, est un bon cas d'école. Elle contient à la fois d'énormes avancées qui nous protégeront et des capacités massives de destruction. A nous de choisir ce que nous allons faire. ◀

(Traduit de l'anglais)

LES JOURNÉES SOLUTIONS SOLIDAIRES 2022

MARDI 8 FEVRIER

10H30 - 12 HEURES

Participants et abstentionnistes des pratiques démocratiques

A l'abstention démocratique tentent de répondre de nouveaux outils de participation citoyenne. Tour d'horizon d'initiatives et expériences portées par les départements membres de Solutions solidaires.

14 HEURES - 15 HEURES

Ouverture des Journées Solutions solidaires et présentation du baromètre 2022 des solidarités

Avec Jean-Luc Gleyze, président du Conseil départemental de la Gironde, Chaynesse Khirouni, présidente du Conseil départemental de la Meurthe-et-Moselle, Jérôme Fourquet, directeur du département Opinion et Stratégies d'entreprise de l'institut de sondages Ifop, Giorgia Ceriani Sebregondi, directrice du laboratoire des solidarités de la fondation Cognacq-Jay.

15 HEURES - 16 HEURES

Les inégalités de santé

La crise sanitaire a redit combien nous n'étions pas tous égaux face à la santé. Les transitions en cours, démographiques, épidémiologiques et technologiques interrogent notre modèle actuel. Comment l'adapter aux nouveaux besoins et enjeux ?

16 HEURES - 17 HEURES

Tensions et réconciliations entre générations

Demander aux jeunes d'être responsable pour les aînés et réciproquement suffit-il toutefois à définir une société intergénérationnelle ?

17 HEURES - 18 HEURES

L'entreprise autrement, chiche ?

L'entreprise se réforme. L'économie sociale et solidaire a porté historiquement l'alternative aux entreprises capitalistes. Quelles sont ses différences ? Peut-elle devenir la norme de l'économie de demain ?



XAVIER LISSÉLOUR

20 HEURES

Rencontres cinématographiques de l'Utopia «La classe ouvrière c'est pas du cinéma»

Soirée débat autour de *Retour à Reims*, documentaire sur la classe ouvrière en France au XX^e siècle par le prisme des transfuges de classes.

MERCREDI 9 FEVRIER

9H30 - 10H30

La France fragile : traits et lectures

Partant du baromètre Solutions solidaires 2022

et de l'étude menée par la fondation Jean-Jaurès avec la CFDT sur la société fatiguée, un état des lieux des fragilités dans la France post-Covid.

10H30 - 11H30

La France fragile : le débat

En partenariat avec *Libération*, des experts et essayistes offrent leur lecture des réalités sociales en pleine transformation.

Avec Jean-Laurent Cassely, journaliste et essayiste, Jérôme Fourquet, Elena Scappaticci, rédactrice

en chef d'*Usbek & Rica*, Eve Szeftel journaliste à *Libération*, Valérie Peugeot, présidente de Think Tank Vecam.

En fil rouge vidéo de la journée

Jean Viard (recompositions territoriales), Pascale Molinier (care), Gabrielle Halpern (hybridation), Louis Gallois (réindustrialisation), Dominique Meda (indicateurs), Lucas Chancel (inégalités écologiques), Hervé Le Bras (démographie), Jézabel Couppey-Soubeyran (financiarisation),

Louis Chauvel (classes sociales).

11H30 - 12H30

L'accès à l'alimentation

Précarités alimentaires, forte segmentation sociale de l'obésité, clivages de plus en plus marqués autour de l'accès à certaines catégories de produits, l'alimentation devient aujourd'hui de plus en plus une véritable question sociale.

14 HEURES - 15 HEURES

Aubaines et menaces du télétravail

Fractures entre ceux qui ont la possibilité de

travailler à distance et ceux dont le métier l'interdit, modifications des équilibres internes des entreprises... le télétravail est un sujet majeur.

15 HEURES - 16 HEURES

Acteurs et spectateurs de l'écologie

Logement, mobilité, rénovations... nombre d'actes de la transition écologique créent de nouvelles séparations entre ceux qui y accèdent ou ceux qui n'y accèdent pas.

16 HEURES - 17 HEURES

Inclus et exclus du numérique

Plus que tout autre phénomène, la pandémie a démontré l'aspect désormais central des outils numériques dans nos vies, dans tous les domaines. Savoir les utiliser est désormais un aspect clé de l'égalité ou non entre les citoyens.

17 HEURES - 17H30

Carte blanche à Usbek & Rica

Echanges entre Blandine Rinkel, écrivaine, musicienne et chroniqueuse, Frédéric Worms, philosophe, professeur à l'École normale supérieure (ENS) et Elena Scappaticci, rédactrice en chef d'*Usbek & Rica*.

17H30 - 17H45

Conclusion des Journées Solutions solidaires

Par Jean-Luc Gleyze.

ET ENCORE...

Participeront aux débats :

Eloi Laurent, Gilles Finchelstein, Valérie Masson-Delmotte, Carolyn Steel, Jérôme Saddier, Thomas Coutrot, André Grimaldi...

Liste exhaustive des participants sur <https://www.solutions-solidaires.fr/solutions-solidaires-2022-quelle-france-solidaire-demain>

Débats (en distanciel)

à suivre sur le site de Solutions solidaires ou sur *Libération.fr*